ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

Candidat de Défense des Libertés présenté par Pierre POUJADE

Vendéennes, Vendéens,

Travailleurs de la Ville ou des Champs,

Nous nous présentons à vos suffrages, unis comme en 1956, et, pour nombreux d'entre vous, nous ne sommes pas des inconnus.

Citadins ou ruraux, notre but est le même, défendre le fruit de notre travail, l'Avenir de nos Enfants, plus menacés que jamais.

LES ÉVÈNEMENTS NOUS ONT DONNÉ RAISON!

Le simple bon sens nous démontrait que les promesses électorales ne seraient pas tenues dans une Assemblée livrée comme par le passé aux luttes démagogiques des jeux de la Politique.

Pourtant, ils ont eu les Pleins Pouvoirs...

Depuis 4 ans, maintes fois, dans vos communes, nous avons jeté un cri d'alarme. Nul intérêt électoral ne nous animait alors, mais simplement l'attachement à ce que nous aimons:

Notre Famille - Notre Métier - Notre Pays

En ma qualité de Président de la Chambre de Commerce de La Roche-sur-Yon et de la Vendée, j'ai pu mesurer la gravité des problèmes de Production et de Distribution et l'urgence des solutions à apporter, afin d'éviter le chômage et l'exode des Travailleurs Vendéens.

LES DANGERS SUBSISTENT...

Source des plus graves désordres, les joutes politiques du Passé ont étouffé la voix des véritables Organismes Professionnels et Syndicaux, et créé un déséquilibre permanent entre les Couches Sociales de la NATION.

Le POUVOIR D'ACHAT n'est plus à la mesure du Progrès Technique et l'ingérence des Hommes Politiques dans tous les Domaines a ruiné l'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

ILS SONT RESPONSABLES:

- de l'écrasement fiscal de la Libre Entreprise au bénéfice des Trusts et de l'État (Ordonnance N° 58.653 du 31/7/58)
- de la fonctionnarisation, de la ruine du Commerce et de l'Agriculture (Marchés d'Intérêt National : Décret N° 58.550 du 27/6/58 - Ordonnance N° 58.766 du 25/8/58, Importations de choc).
- de la compression du Pouvoir d'Achat des Salariés (récession économique et chômage).
- de la faillite du franc (bien que les français travaillent une heure sur trois pour alimenter le Budget de l'État, celui-ci s'endette de 100.000 francs annuellement par Famille Française).
- de l'entrée de la FRANCE au MARCHÉ COMMUN dans de mauvaises conditions (nos prix, grevés de charges, n'étant pas compétitifs).
- de l'abandon de notre Patrimoine à la rapacité des Banques Internationales

Après avoir fait sacrifier nos Fils dans des Guerres perdues d'avance, II NOUS FAUDRA PAYER pour des Territoires auxquels nous avons offert de se détacher de la FRANCE.

POUR QUE CELA CHANGE!

Il ne faut pas seulement changer les Hommes, il faut également changer les Méthodes...
Il ne doit plus se dégager à l'Assemblée Nationale UNE MAJORITÉ DE TENDANCE craignant la concurrence d'un Adversaire Politique et mettant systématiquement en pièces un Projet de Loi valable.

La CINQUIÈME RÉPUBLIQUE ne doit pas être l'image de la QUATRIÈME.

La sauvegarde de vos Intérêts Professionnels et Familiaux est la meilleure garantie de PAIX SOCIALE dans une FRANCE libérée de la Tutelle Économique de l'Étranger.

L'UNION FAIT LA FORCE

Nous avons la même cause à défendre, vous le savez bien. Faisons bloc contre Ceux qui ont prévu la disparition de 600.000 Exploitations Agricoles, de nos Magasins et de nos Ateliers.

Quand l'ÉTAT sera notre PATRON à TOUS, il lui faudra encore plus d'argent... OU le prendra-t'il?

La preuve n'est-elle pas faite que les produits dont l'extraction, la production ou la distribution est prise en charge par l'État, SANS CONCURRENCE DU SECTEUR PRIVÉ (essence, tabacs, charbon, électricité, etc...), sont tributaires du Budget National et sans limite de Prix de Vente.

Êtes-vous prêts à un nouvel ESCLAVAGE, vous tous, LES CONSOMMATEURS?

Y CONSENTEZ-VOUS ?

En 1956, vous avez cru "voter utile" en choisissant des Représentants Politiques. A l'Assemblée Nationale, ils ont fait de la Politique de PARTI et celà nous a menés à la veille d'une Révolution.

Le RENOUVEAU ne viendra pas des artisans ou des complices de nos malheurs.

Il faut choisir des HOMMES LIBRES, ayant vos soucis et vos joies.

Peu importe s'ils sont Agriculteurs ou Commerçants, ce qui compte, c'est qu'ils soient de véritables Professionnels, Travailleurs comme vous.

L'ACTION que nous avons menée et les RISQUES que nous avons acceptés dans le Passé, garantissent NOTRE VOLONTÉ d'aboutir.

Pour défendre nos Libertés

Familiales

Professionnelles

Nationales

Vendéennes, Vendéens,

VOTEZ

pour le Candidat de DÉFENSE des LIBERTÉS

LARDY Maurice

Commerçant Radio-Électricien à FONTENAY-LE-COMTE Président Départemental de l'U. D. C. A. Président de la Chambre de Commerce de LA ROCHE-SUR-YON et de Vendée

Remplaçant éventuel :

ROGET René

Agriculteur à NALLIERS Délégué du RASSEMBLEMENT PAYSAN